



PIRATEN



Nei Léisunge fir Europa

*Starsky
Flor*

*Lucy
Agostini*

*Vincenzo
Turcarelli*



*Rebecca
Lau*



*Raymond
Remakel*



*Nadine
Do Caruo*



Programme électorale des PIRATEN pour les élections européennes

Chères citoyennes et chers citoyens,

Les élections européennes sont à nos portes et les Pirates ont travaillé ardemment ces derniers mois pour vous présenter dans ce programme de nouvelles solutions pour l'Europe.

L'Union européenne rencontre des problèmes : l'économie ne fonctionne pas comme elle devrait, la sécurité n'est plus garantie, le changement climatique devient de plus en plus tangible pour notre environnement et notre économie, et tout cela conduit à ce que des politicien·ne·s et des partis radicaux et extrémistes tentent d'obtenir vos voix avec haine, jalousie et des propositions fallacieuses pour accéder au pouvoir. Ces personnes mettront en danger nos libertés, notre démocratie et l'État de droit, pour lesquels nos ancêtres ont payé un lourd tribut il y a des siècles.

Nous devons améliorer ensemble l'Union européenne ! De nouvelles solutions pour l'Europe ne viendront que si les gens participent, décident et travaillent ensemble. Vous devriez avoir votre mot à dire lorsque cela concerne votre domicile, votre environnement et vos impôts, et dans les décisions importantes qui sont prises. En donnant plus de pouvoir aux gens, nous renforçons la confiance envers la politique et nous ne laissons aucune chance à la haine, à la jalousie et aux propositions fallacieuses des politicien·ne·s extrémistes.

Ceux qui choisissent les Pirates choisissent la voie de plus de participation citoyenne et de prise de décision.

L'UE a besoin de nouvelles solutions, surtout en ce qui concerne notre économie. Depuis trop longtemps, les grands partis ont écouté les grandes lobbys qui ne se soucient pas du bien-être des Européen·ne·s, mais de leurs profits. Aujourd'hui, l'industrie européenne diminue de plus en plus : les médicaments, les batteries, les panneaux solaires sont importés de Chine, l'énergie de Russie ou du Qatar : l'Europe doit repenser et devenir autonome. Le libre-échange est important, mais nous ne devons pas sacrifier notre économie, notre indépendance, notre sécurité et nos libertés pour cela. L'UE doit protéger et développer différents secteurs pour devenir plus indépendante sur le plan géopolitique ! Cela concerne les médicaments, l'énergie, l'agriculture et aussi notre défense avec une armée européenne commune. Une bonne économie repose sur le travail des gens. Nous, les Pirates, nous nous engageons donc clairement pour la qualité de vie et le pouvoir d'achat des travailleurs. Avec nous, il n'y aura pas de cadeaux pour les millionnaires, les multinationales, les grandes banques ou les monopolistes.

Ceux qui choisissent les Pirates choisissent de nouvelles solutions pour l'Europe.

Les Pirates continueront également à être les défenseurs de l'environnement et des animaux, car il n'y a pas de futur sans une planète saine. Nous nous engageons à garantir que les humains, les animaux et la nature restent en bonne santé. Nous veillerons à ce que l'énergie

soit durable et abordable pour tous. Et nous nous battons pour des changements pour améliorer le bien-être des animaux, qu'ils soient domestiques, en détresse ou sauvages.

Ceux qui choisissent les Pirates choisissent la voie d'un avenir durable pour les humains, les animaux et la nature.

Votre vote pour les Pirates est un vote pour un parti qui s'engage différemment en politique, contrairement aux autres partis.

Faites-nous confiance le 9 juin en plaçant une croix sur notre liste pour de nouvelles solutions pour l'Europe !

PROGRAMME ÉLECTORAL EUROPÉEN 2024 : TABLE DES MATIÈRES

<u>POUR PLUS DE PARTICIPATION</u>	7
PLUS DE PARTICIPATION AU NIVEAU EUROPÉEN	7
RÉFÉRENDUMS EUROPÉENS AVEC UNE COMMUNICATION TRANSPARENTE	7
E-PARTICIPATION	7
PLUS DE PARTICIPATION POUR LES JEUNES.....	8
UN PRÉSIDENT DE L'UE DIRECTEMENT ÉLU.....	8
RENFORCER LE PARLEMENT EUROPÉEN	8
RESPONSABILITÉ DE LA POLITIQUE NATIONALE.....	8
<u>NOUVELLES SOLUTIONS POUR L'EUROPE</u>	8
INDÉPENDANCE VIS-À-VIS DES PAYS TIERS	9
UNE POLITIQUE COMMERCIALE DANS L'INTÉRÊT DE L'EUROPE	9
BAISSE DU PRIX DE L'ÉNERGIE	9
PRODUCTION DE PANNEAUX SOLAIRES LOCAUX	9
PAS DE POLITIQUE D'INTERDICTION POUR LA MOBILITE INDIVIDUELLE.....	9
SOUTIEN AUX VOITURES ÉLECTRIQUES ABORDABLES DE L'UE	10
BATTERIES RÉUTILISABLES.....	10
MOINS DE COPYRIGHT = UNE ECONOMIE PLUS FORTE.....	10
ABOLIR LES MONOPOLES	11
UN MARCHÉ NUMÉRIQUE EUROPÉEN SANS GÉOBLOCAGE	11
PAIEMENTS ANONYMES AVEC DE L'ARGENT DES CITOYENS ET DES CRYPTOMONNAIES.....	11
MOINS TAXER LE TRAVAIL.....	11
IMPOSER LES MULTINATIONALES POUR FINANCER LES PENSIONS.....	12
COORDONNER LA POLITIQUE FISCALE	12
UN BUDGET FORT POUR UNE EUROPE FORTE.....	12
UN PROGRAMME EUROPÉEN DE STARTUP.....	12
DES RÈGLES DE TRAVAIL PLUS CONFORTABLES.....	13
RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE DES STAGIAIRES.....	13
TESTER LE REVENU DE BASE	13
SOUTENIR FINANCIÈREMENT L'AGRICULTURE - NOS AGRICULTEURS	14
UNE VISION EUROPÉENNE DE L'ESPACE POUR L'AVENIR	14
UNE OFFENSIVE EUROPÉENNE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS	14
BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT	15
FONDS DE PENSION EUROPÉEN	15
SIMPLIFIER L'ACCES AUX FONDS DE L'UE.....	15
NE PAS PRIVATISER LES INFRASTRUCTURES	15
<u>LIBERTÉ</u>	16
PLUS DE PROTECTION DES DONNÉES POUR PLUS DE VIE PRIVÉE.....	16
LIBERTÉ D'EXPRESSION PROTÉGÉE.....	16
POUR LA LIBERTÉ DES ARTISTES.....	16
PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE	17

LIBERTÉ DE LA PRESSE	17
TRANSPARENCE GRÂCE AUX DONNÉES OUVERTES, AUX LOGICIELS LIBRES ET À L'ACCÈS LIBRE	17
DÉFINIR L'ACCÈS À INTERNET COMME UN DROIT FONDAMENTAL	18
RÉGULER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)	18
DROIT À L'INCLUSION.....	19
GARANTIR UN ESPACE POUR LA DIVERSITÉ	19
UNE LÉGISLATION FAMILIALE EUROPÉENNE COMMUNE	19
GARANTIR LA LIBERTÉ DE VOYAGER	20
DROIT À L'ÉDUCATION ET LIBRE ACCÈS AU SAVOIR	20
DROIT D'ASILE POUR LES PERSONNES LGBTIQ+	20
<u>GARANTIR LA SÉCURITÉ</u>	<u>21</u>
RESPECT ENVERS NOS ANCÊTRES.....	21
LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE	21
UNE NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE DE DROGUE	21
LÉGALISER LE CANNABIS AU NIVEAU EUROPÉEN	22
LUTTER CONTRE LA PORNOGRAPHIE ENFANTINE	22
PUNIR PLUS SÈVÈREMENT LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS.....	22
POLITIQUE ANTI-TERRORISTE.....	22
IDENTIFICATION DES ARMES	23
FINANCEMENT INTERDIT DES LOGICIELS ESPIONS	23
SÉCURITÉ DANS L'ÈRE NUMÉRIQUE	23
DROIT D'ASILE : AIDER ENSEMBLE DANS L'UE	23
FRONTEX (LES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE)	24
UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE COMMUNE.....	24
POUR UNE ARMÉE EUROPÉENNE COMMUNE COMME GARANTIE DE LA PAIX.....	24
RENFORCEMENT DES NATIONS UNIES (ONU)	25
SOUTIEN À L'UKRAINE.....	25
SANCTIONS STRICTES CONTRE LA RUSSIE.....	25
LE COMMERCE COMME ARME CONTRE LES DICTATURES	25
ISRAËL-PALESTINE : UNE SOLUTION À DEUX ÉTATS.....	26
CONTROLE TECHNIQUE EUROPÉEN.....	26
AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE PAR LA TECHNOLOGIE	26
<u>PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT, LE CLIMAT ET LA NATURE.....</u>	<u>27</u>
MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT	27
TECHNOLOGIES MODERNES POUR PLUS DE PROTECTION CLIMATIQUE (CAPTURE DE CARBONE)	27
RÉCOMPENSES AVEC LA PRIME CLIMATIQUE.....	27
ÉNERGIE NUCLEAIRE, NON MERCI !.....	27
BIOLOGIQUE DIVERSITÉ EST ESSENTIELLE À LA SURVIE.....	28
POLLUEUR-PAYEUR : ON PAIE POUR CE QU'ON CONSOMME	28
RÉDUCTION DU PLASTIQUE.....	28
ÉVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE.....	28
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE	29
MANGER SAIN POUR TOUS	29
IDENTIFICATION CLAIRE DES PRODUITS GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS.....	29
PROTECTION AMÉLIORÉE DE LA NATURE ET DES HUMAINS CONTRE LES SUBSTANCES TOXIQUES....	29
LABELS EUROPÉENS TRANSPARENTS ET HONNÊTES.....	30
MESURES ENVIRONNEMENTALES EFFICACES.....	30

DONNÉES TRANSPARENTES EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	30
DÉCHETS SPATIAUX.....	30
<u>RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DES ANIMAUX.....</u>	<u>31</u>
INTERDICTION DE FORRURE DANS TOUTE L'UE (IMPORTATION, PRODUCTION ET VENTE)	31
MODERNISATION DE LA CHASSE.....	31
INTERDICTION DES TROPHÉES DE CHASSE.....	31
CHASSE AU GROS GIBIER.....	31
PRÉVENTION DE L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL	32
LIMITATION DES TRANSPORTS D'ANIMAUX	32
SURVEILLANCE RENFORCÉE DE L'ÉLEVAGE ET DU COMMERCE DES ANIMAUX	32
AUCUN SPECTACLE AVEC LES ANIMAUX	32
PROTECTION RENFORCÉE DES ANIMAUX DE COMPAGNIE.....	33
ALTERNATIVES AUX ESSAIS SUR LES ANIMAUX	33
PÊCHE DURABLE	33
<u>BIEN VIVRE ET BIEN ÊTRE DANS L'UE</u>	<u>33</u>
PASSEPORT EUROPÉEN	34
DEMEMAGER SANS ENNUIS	34
SANTÉ FORTE DANS L'UE	34
UNE MEILLEURE COORDINATION ENTRE LES ASSURANCES MALADIE DE L'UE	35
UN TRANSPORT PUBLIC FORT.....	35
UN TRANSPORT ACCESSIBLE SANS BARRIÈRES.....	35
WIFI GRATUIT.....	35
UNE CARTE DE CHARGE POUR TOUTE L'EUROPE.....	36
ACCESSIBILITÉ DES BORNES DE CHARGE POUR LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE	36
RÈGLES EUROPÉENNES POUR LES VIGNETTES.....	36
ANNONCES DE CONSOMMATION HONNÊTE	36
PROGRAMME EUROPÉEN POUR LA JEUNESSE.....	37
PLUS DE COLLABORATION DANS LA GRANDE RÉGION.....	37

POUR PLUS DE PARTICIPATION

PLUS DE PARTICIPATION AU NIVEAU EUROPÉEN

La participation citoyenne : tout le monde veut impliquer les citoyens, le promet, mais trop peu est réellement fait. Comme le montre l'Eurobaromètre, les citoyens de l'UE ne sont souvent pas satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne en Europe. Cela génère de la méfiance et du scepticisme envers l'Union européenne, ainsi qu'un sentiment que la démocratie ne fonctionne pas et que leur vote au niveau européen ne compte pas. De nombreux partis assimilent la participation citoyenne à une communication transparente ou à une sensibilisation. Mais l'information toute seule n'a jamais permis aux citoyens de s'exprimer ou de prendre des décisions concrètes. Il faut absolument impliquer davantage les citoyens dans la construction de l'avenir européen.

Les Pirates plaident en faveur d'une véritable participation citoyenne européenne avec :

- Une plateforme numérique favorisant un échange transfrontalier où les citoyens ont la possibilité de discuter publiquement de propositions législatives, de proposer des modifications et de soutenir ou de voter contre des changements en ligne.
- Une Convention citoyenne directement élue, chargée de réviser les traités actuels de l'UE et de proposer des réformes démocratiques nécessaires.
- Des lignes directrices claires pour la participation citoyenne et une évaluation permanente ainsi qu'un contrôle des mesures correspondantes.
- L'inclusion, en offrant notamment un soutien aux générations plus âgées dans l'utilisation des nouveaux outils de la participation numérique, ainsi que des formations ou des alternatives physiques.

RÉFÉRENDUMS EUROPÉENS AVEC UNE COMMUNICATION TRANSPARENTE

Les référendums sont une occasion idéale non seulement pour parler, mais aussi pour participer à la prise de décision. Ils permettent d'impliquer les citoyens à travers des débats et des référendums thématiques. Les citoyens devraient avoir le droit d'adapter des lois existantes, d'arrêter des projets en cours et d'initier de nouvelles lois par des procédures simplifiées. En cas de sujets particulièrement importants, le Parlement européen devrait pouvoir organiser des référendums au niveau de l'UE. Les citoyens de l'UE devraient pouvoir demander un référendum ou soumettre une proposition législative si un nombre minimum de résidents au sein de l'UE (1 million de citoyens de l'UE) en fait la demande écrite, de manière similaire au système de l'initiative citoyenne européenne (ICE).

E-PARTICIPATION

La démocratie ne doit pas seulement être visible dans une salle plénière, mais également dans des discussions entre citoyens. Nous devons profiter des possibilités que le monde

digital nous offre pour surmonter les distances physiques en Europe. La participation électronique est un moyen de connecter les citoyens de l'UE avec le Parlement européen. Le Parlement européen doit développer un instrument de participation électronique permettant aux citoyens de discuter publiquement des propositions législatives, de les soutenir ou de les rejeter en ligne, et de proposer des modifications.

PLUS DE PARTICIPATION POUR LES JEUNES

Si nous voulons une Europe démocratique où tous les profils sont représentés, alors l'opinion des jeunes doit également avoir plus de poids dans la gouvernance politique de l'Europe. Les Pirates veulent que les jeunes aient le droit de vote aux élections européennes dès l'âge de 16 ans.

UN PRÉSIDENT DE L'UE DIRECTEMENT ÉLU

La Commission européenne n'est pas élue par les citoyens, mais négociée entre les représentants politiques des différents États membres de l'UE. Les Pirates veulent que le président de la Commission européenne soit directement élu par tous les citoyens.

RENFORCER LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le processus législatif de l'UE est dominé par le pouvoir exécutif (la Commission européenne), au détriment du pouvoir législatif (le Parlement européen). Les Pirates veulent également renforcer le Parlement européen. Le Parlement européen doit enfin obtenir les pleins pouvoirs d'un parlement, avec le droit d'initiative pour proposer des lois et le pouvoir de voter sur le budget de l'UE chaque année.

RESPONSABILITÉ DE LA POLITIQUE NATIONALE

Trop souvent, les parlements et gouvernements nationaux rendent l'UE responsable des décisions impopulaires. On se cache souvent derrière l'UE, par manque de courage pour assumer la responsabilité. Cela ne fait qu'accroître le scepticisme des citoyens et alimente la méfiance envers l'UE. Le Parti pirate veut rendre l'Union européenne plus efficace, transparente et démocratique. Les décisions prises au sein de l'UE doivent être dans l'intérêt des citoyens.

NOUVELLES SOLUTIONS POUR L'EUROPE

INDÉPENDANCE VIS-À-VIS DES PAYS TIERS

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les grandes dépendances vis-à-vis des pays tiers, comme la Chine. La raison pour laquelle de nombreux produits sont importés en grande partie de pays tiers est souvent liée au facteur coût. Cependant, il y a des produits pour lesquels il est inacceptable de dépendre d'autres pays, notamment dans les secteurs de l'énergie ou de la santé. Les Pirates s'engageront donc à ramener en Europe les industries cruciales pour la sécurité et l'indépendance de l'UE, comme la production de médicaments. Le Parti Pirate abordera cette question au niveau européen en proposant des subventions pour encourager la production de médicaments en Europe.

UNE POLITIQUE COMMERCIALE DANS L'INTÉRÊT DE L'EUROPE

Les Pirates croient que le commerce et la coopération favorisent la prospérité en Europe. Cependant, ils constatent de nombreux défis dans le domaine du commerce, car la politique commerciale de l'UE a favorisé les grandes entreprises, internes et externes, au détriment des intérêts géopolitiques de l'Europe. Les Pirates estiment que les accords de libre-échange doivent être négociés de manière transparente avant d'être ratifiés par le Parlement européen. Les objectifs principaux de ces accords devraient être le développement positif de tous les pays impliqués et le respect des droits de l'homme, des conditions de travail équitables et des mesures environnementales et climatiques.

BAISSE DU PRIX DE L'ÉNERGIE

L'Europe s'est trop longtemps appuyée sur les énergies fossiles et nucléaires, mais ce sont des technologies dont le coût augmente aujourd'hui. L'Europe est malheureusement devenue trop dépendante des importations d'énergie en provenance de pays comme la Russie. De plus, l'énergie nucléaire n'est pas aussi sûre que beaucoup le prétendent : pendant la canicule de l'été 2022, de nombreuses centrales nucléaires en France n'ont pas pu produire d'électricité. Les Pirates préconisent de s'appuyer massivement sur l'énergie solaire, hydraulique et éolienne, en développant massivement ces technologies dans les régions appropriées de l'UE.

PRODUCTION DE PANNEAUX SOLAIRES LOCAUX

Les Pirates veulent renforcer l'économie européenne et donner plus de poids aux petites et moyennes entreprises locales. Ils soutiennent donc le secteur de la technologie climatique au Luxembourg et dans toute l'Europe. Cela comprend les panneaux solaires et les éoliennes, ainsi que la capture du CO2 atmosphérique. Cela offre une double opportunité : lutter contre la crise climatique et créer des emplois durables.

PAS DE POLITIQUE D'INTERDICTION POUR LA MOBILITE INDIVIDUELLE

Les voitures électriques et les nouvelles technologies propres sont l'avenir de notre mobilité. Les Pirates voient la date de 2035 avec scepticisme, car la crise climatique est déjà bien présente. Il est légitime de se demander, si une politique d'interdiction est le bon moyen de convaincre les gens d'adopter les voitures électriques. Les Pirates privilégient plutôt des incitations attractives, telles que des prix compétitifs, un confort, des performances et une bonne infrastructure de charge, pour convaincre davantage de personnes de passer à la mobilité électrique dès aujourd'hui.

SOUTIEN AUX VOITURES ÉLECTRIQUES ABORDABLES DE L'UE

À long terme, l'industrie automobile européenne ne doit pas dépendre de technologies de pays tiers, si elle veut se développer dans la mobilité électrique. Les Pirates proposent des subventions ciblées aux fabricants pour établir des usines de batteries et développer des technologies liées aux voitures électriques. Ils envisagent également d'augmenter les tarifs douaniers sur les importations de voitures en provenance de pays tiers, y compris les véhicules à combustion, et de réglementer le fait que les fabricants doivent offrir un modèle électrique à un prix inférieur à celui du modèle comparable à combustion.

BATTERIES RÉUTILISABLES

Les premières voitures électriques arrivent en fin de vie, mais souvent les batteries conservent encore 60 à 80 % de leur capacité. Les Pirates veulent imposer une obligation à l'échelle de l'UE pour que les batteries soient réutilisées, par exemple comme batteries domestiques pour les installations solaires. Ils proposent également que les batteries soient construites de manière à pouvoir être réutilisées selon une norme européenne unique. Chaque fabricant automobile devrait garantir une récupération des batteries à un prix de marché avant la vente de la voiture. En outre, les fabricants de voitures électriques seraient tenus de concevoir leurs plateformes de manière à ce que les cellules de batterie puissent être facilement remplacées.

MOINS DE COPYRIGHT = UNE ECONOMIE PLUS FORTE

Pour que l'économie se développe davantage, elle a besoin d'innovation. L'innovation consiste essentiellement à améliorer les recettes existantes, comme en cuisine. Pour cela, il faut d'abord connaître la recette. Mais si la recette est gardée secrète, personne ne peut l'améliorer. Et c'est là que réside le problème du droit d'auteur, tel qu'il existe actuellement. Le droit d'auteur et le copyright entravent la diffusion de la culture et du savoir, car ils monopolisent l'accès à l'information et entravent l'innovation.

La brevetabilité des connaissances dans les domaines de la génétique, de la biotechnologie et des logiciels constitue alors une menace concrète pour l'avenir de notre société. Les brevets ne doivent pas être là pour permettre aux grandes multinationales de saturer le marché concurrentiel en étouffant une vague croissante de brevets. Nous voulons arrêter l'abus des brevets et ainsi promouvoir l'innovation, l'éducation libre et l'accès ouvert à la culture.

La connaissance partagée est une connaissance augmentée : le Parti Pirate souhaite une réforme des règles européennes et internationales en matière de droit d'auteur et de copyright (accords TRIPS et WIPO) :

- Les auteurs et artistes doivent être rémunérés équitablement pour leur travail ;
- Tout le monde devrait avoir la possibilité de diffuser son patrimoine culturel sans obstacles juridiques ;
- La liberté d'information, sous forme de liens libres vers des contenus ou par la création de parodies, de citations et de remixes, devrait être exclue du monopole commercial du copyright ;

- Une légalisation de l'échange privé de fichiers ("partage de fichiers") pour un usage non commercial ;
 - Une réglementation interdisant l'importation de produits protégés par copyright au Luxembourg ;
 - Une directive européenne interdisant les systèmes de protection des droits d'auteur ("DRM") pour les produits numériques en général. Seuls ainsi la musique numérique ou les films pourront être revendus ou donnés.
- Les délais de protection des brevets devraient être réduits au minimum, conformément aux règles actuelles des accords TRIPS et WIPO, et à moyen terme réduits à un maximum de 14 ans après l'enregistrement d'une œuvre - ce délai s'est avéré être le plus économiquement optimal.

ABOLIR LES MONOPOLES

Une politique économique axée sur la compétitivité empêche la concentration de pouvoir entre quelques grandes entreprises, qui étouffent les petites entreprises sur le marché. De plus, une saine compétitivité favorise la protection des consommateurs. Les Pirates s'engagent à ce que tous les citoyens de l'UE puissent bénéficier de la prospérité. Ils veulent empêcher et punir les abus de pouvoir. Les autorités chargées de la concurrence doivent être protégées financièrement et institutionnellement contre toute ingérence politique directe.

UN MARCHÉ NUMÉRIQUE EUROPÉEN SANS GÉOBLOCAGE

L'Internet ne connaît pas de frontières nationales. La phrase "Cette vidéo n'est pas disponible dans votre pays" ne devrait plus exister dans une UE numérique sans frontières, car les règles de libre circulation s'appliquent également aux produits numériques. Les Pirates veulent promouvoir le commerce électronique transfrontalier et des normes ouvertes pour les données au sein de l'Union européenne.

PAIEMENTS ANONYMES AVEC DE L'ARGENT DES CITOYENS ET DES CRYPTOMONNAIES

Que ce soit en ligne ou hors ligne : les citoyens devraient avoir le droit de payer ou de faire des dons sans être constamment surveillés et analysés. Si chaque transaction est enregistrée, les gens en savent de plus en plus sur leur consommation et leur vie privée, ce qui permet aux grandes organisations ou aux gouvernements de dresser des profils précis sur eux.

Les Pirates sont très clairs sur le fait que les paiements avec de l'argent des citoyens resteront possibles à l'avenir, même dans un monde numérique. Les Pirates voient un grand potentiel dans les cryptomonnaies et pensent que les cryptomonnaies en tant que moyen de paiement anonyme peuvent contribuer au développement positif d'une économie libre. Pour les Pirates, les cryptomonnaies sont une chance de protéger la vie privée des citoyens, bien sûr, dans le respect des règles de lutte contre le blanchiment d'argent et la fiscalité.

MOINS TAXER LE TRAVAIL

Les Pirates militent surtout pour une imposition moins élevée du travail. Les impôts sur le capital devraient donc augmenter, en particulier pour les grandes entreprises internationales spécialisées dans l'évasion fiscale.

IMPOSER LES MULTINATIONALES POUR FINANCER LES PENSIONS

Nous, les Pirates, sommes pour la justice et pensons que les grandes multinationales devraient payer leurs impôts exactement comme les particuliers. Les Pirates plaident en faveur de l'introduction d'une prétendue "taxe numérique", un impôt qui s'applique aux multinationales dans le domaine numérique (par exemple, Facebook, Google, Amazon) et est basé sur leur chiffre d'affaires. Les Pirates soutiennent également l'idée d'une taxe sur les transactions financières au niveau de l'OCDE. Ces recettes supplémentaires pourraient être investies dans les caisses de retraite ou dans un revenu de base.

COORDONNER LA POLITIQUE FISCALE

Les règles fiscales de l'UE devraient être coordonnées dans la mesure du possible, mais la Commission européenne ne devrait pas fixer de manière descendante les taux d'imposition pour quelles activités. Une politique fiscale de l'UE devrait surtout être conçue pour maintenir la compétitivité, simplifier la création d'entreprises et être aussi proche que possible des gens.

UN BUDGET FORT POUR UNE EUROPE FORTE

Actuellement, le budget de l'UE représente environ 1 % du produit intérieur brut de l'Union européenne. Avec ce budget, l'UE a la possibilité de réaliser des projets et de promouvoir le développement européen. Nous, les Pirates, voulons que le Parlement européen contrôle le budget et qu'il soit voté chaque année au Parlement. Nous plaidons en faveur d'un renforcement du budget de l'UE. D'une part, le budget de l'UE devrait être à long terme porté à 2 % du produit intérieur brut de l'UE, et d'autre part, l'UE devrait se donner plus de moyens financiers, par exemple en augmentant et en développant ses ressources propres. Des idées telles qu'une taxe numérique ou une taxe sur les transactions financières. Avec ces revenus, les retraites pourraient être sécurisées, l'économie européenne renforcée, la protection de l'environnement améliorée et plus d'efforts financés pour l'éducation, la recherche, la science et l'innovation, afin de rendre l'Europe plus forte pour l'avenir.

UN PROGRAMME EUROPÉEN DE STARTUP

L'économie de l'UE repose largement sur le travail des petites et moyennes entreprises. Les Pirates veulent faciliter la création d'entreprises dans toute l'UE :

- Toute création d'entreprise dans l'UE devrait pouvoir se faire entièrement en ligne dans tous les pays de l'UE ;
- Avec la création d'une société, il devrait être possible d'offrir directement ses services dans tous les pays de l'UE ;

- Pour cela, des solutions spécifiques doivent être trouvées pour les questions de TVA et d'imposition des revenus, afin de prévenir 28 déclarations fiscales ;
- Les obligations de déclaration au niveau de l'UE, réduites de 25 %, que la Commission européenne a promises, doivent être mises en œuvre.

DES RÈGLES DE TRAVAIL PLUS CONFORTABLES

Les citoyens de l'UE qui travaillent dans un autre pays de l'UE doivent surmonter des dizaines d'obstacles administratifs pour travailler et s'intégrer pleinement dans un autre pays de l'UE - en particulier les différents systèmes de sécurité sociale, les différentes façons de les payer, les inscriptions dans les systèmes de santé et bien d'autres encore, mettent les gens face à des obstacles inutiles. Pour développer et connecter davantage l'espace économique européen, les Pirates s'efforceront surtout de faciliter le travail transfrontalier pour les salariés d'entreprises. Le travail à domicile est un bon exemple où beaucoup de choses peuvent encore être faites.

C'est pourquoi les Pirates demandent :

- Une simplification des procédures pour les personnes venant au Luxembourg avec un visa de travail. Les partenaires venant au Luxembourg devraient avoir le droit de travailler ici ;
- Moins de bureaucratie pour la reconnaissance des diplômes ;
- Un fonds de formation européen pour préparer les gens au monde du travail de demain ;
- De meilleures réglementations pour les travailleurs frontaliers, pour éviter la double imposition et les ambiguïtés en matière de cotisations sociales.
- Une règle de l'UE uniforme pour un minimum de temps de travail pouvant être effectué en télétravail, quel que soit le pays de l'UE dans lequel on se trouve.
- Un accès transparent des salariés à l'information et une protection légale adéquate pour négocier des salaires équitables.

RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE DES STAGIAIRES

Les Pirates soutiennent la position selon laquelle les stages, qu'ils soient dans le cadre des études ou sur une base volontaire, devraient être rémunérés. Chaque stagiaire devrait être rémunéré équitablement en fonction de sa qualification. La rémunération devrait être basée sur le coût de la vie réel et ne pas être inférieure au salaire minimum du pays de l'UE respectif. Cette période de stage et la période d'essai devraient être prises en compte lors d'une réembauche du stagiaire dans un contrat de travail ultérieur.

TESTER LE REVENU DE BASE

Souvent, un temps précieux est perdu dans la gestion des aides publiques en raison de processus bureaucratiques et de frais administratifs. Nous voulons que les aides parviennent aussi rapidement que possible aux gens et ne soient pas entravées par la bureaucratie. Le Parti Pirate se bat pour un revenu de base inconditionnel pour tous, afin de permettre une existence sécurisée, une participation sociale et une liberté économique. Un revenu de base est un revenu versé à tous les citoyens.

Le Parti Pirate souhaite tester le revenu de base dans les différents États membres de l'UE. Nous voulons donc créer un fonds pour tester le revenu de base dans différentes régions en Europe. Ce fonds pourrait être financé par une taxe numérique ou l'imposition des multinationales. L'expérience devrait être menée dans au moins deux régions de chaque pays de l'UE. Pour l'attribution du revenu de base de test, les régions les plus structurellement faibles devraient être privilégiées. L'expérience devrait être accompagnée par une équipe interdisciplinaire de scientifiques. La durée de l'expérience devrait être d'au moins trois ans et le montant du revenu de base devrait être adapté aux coûts de la région.

SOUTENIR FINANCIÈREMENT L'AGRICULTURE - NOS AGRICULTEURS

Les Pirates croient en une politique agricole commune où la production alimentaire, la sécurité alimentaire et la durabilité de nos ressources sont garanties par de nombreux agriculteurs indépendants. Les subventions devraient d'abord garantir la sécurité alimentaire en couvrant les coûts de fonctionnement des agriculteurs. Cependant, la politique de subvention doit surtout être un incitant pour les exploitants à rendre l'agriculture aussi durable que possible, à la rendre plus respectueuse des animaux, plus respectueuse de l'environnement et plus respectueuse du climat. La transition vers l'agriculture biologique devrait être une priorité.

UNE VISION EUROPÉENNE DE L'ESPACE POUR L'AVENIR

La communication et la navigation par satellite, l'observation de la Terre pour les prévisions météorologiques, l'aide en cas de catastrophe, le suivi de la pollution et la recherche orbitale sont désormais des parties normales de notre vie. L'espace est devenu un facteur économique. En raison des progrès technologiques et de la commercialisation, les activités spatiales ne sont plus un sujet pour un avenir lointain. L'UE doit définir une vision claire, une stratégie et des objectifs pour garantir une coopération internationale et les principes fondamentaux de l'État de droit, de la justice et de la démocratie dans le secteur spatial. Nous devons garantir le développement continu de l'Agence spatiale de l'UE et lui donner un mandat clair.

UNE OFFENSIVE EUROPÉENNE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Dans de nombreux États membres, de nombreux citoyens qui doivent payer un loyer ont des difficultés financières. Les locataires en particulier ont le malheur de devoir payer pour quelqu'un d'autre. Nous, les Pirates, sommes en faveur d'une politique du logement de choix, où chaque personne peut choisir de louer ou d'acheter. Chaque personne devrait avoir la chance de posséder sa propre maison.

Nous plaidons en faveur d'une politique de logement public dans toute l'UE. Pour cela, un fonds de l'UE devrait être créé, qui financerait les biens immobiliers dans les États membres de l'UE eux-mêmes, gérerait les logements et assurerait ainsi à long terme lui-même un logement. Ce fonds compléterait et soulagerait le marché privé, mais ne le remplacerait pas. Il devrait être complémentaire aux initiatives nationales et, en même temps, contrôler

comment les États membres de l'UE peuvent améliorer leurs règles de construction et si les règles de concurrence pour le marché immobilier sont respectées.

BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

Pour de nombreuses personnes de l'UE, le rêve de la propriété est devenu un cauchemar financier en raison de l'augmentation des taux d'intérêt. Dans certains États membres de l'UE, il existe des règles qui protègent contre l'augmentation des taux d'intérêt, tandis que dans d'autres, il n'y en a pas. Il ne devrait pas être le cas que l'achat d'une maison mette les gens en difficulté financière. C'est pourquoi les Pirates disent clairement que les taux d'intérêt pour les personnes travaillant normalement à la maison doivent baisser. Toute personne qui contracte un prêt pour sa propre maison devrait pouvoir bénéficier d'un taux d'intérêt aussi bas que possible. Les Pirates envisagent de proposer la possibilité de lancer des crédits immobiliers spécifiques de l'UE pour l'achat d'une résidence principale à un taux d'intérêt avantageux, avec des marges bénéficiaires des banques clairement plafonnées. Pour les primo-accédants, nous voulons également réduire le ratio de fonds propres pour les prêts immobiliers en créant un fonds transnational qui pourrait être utilisé comme garantie.

FONDS DE PENSION EUROPÉEN

Les pays de l'UE sont confrontés à une crise des systèmes de retraite nationaux en raison des changements démographiques. Grâce à l'innovation constante et surtout à la numérisation, nous pouvons certes augmenter la productivité, mais il est également très probable que les heures de travail nécessaires dans certains domaines diminuent et que les caisses se vident moins rapidement. Les Pirates proposent de créer un fonds de pension européen commun pour coordonner les caisses de retraite à l'échelle européenne et être un complément pour garantir un revenu minimum. Les pensions devraient être accessibles à tous, sans restrictions inutiles.

SIMPLIFIER L'ACCES AUX FONDS DE L'UE

L'accès au financement de projets par le biais des fonds de l'UE doit être simplifié sur le plan administratif. Il devrait être possible de soumettre une demande de financement de fonds sans beaucoup de paperasserie via Internet.

NE PAS PRIVATISER LES INFRASTRUCTURES

Les Pirates soutiennent l'approche selon laquelle les infrastructures et les services nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux des gens et permettre la participation à la société doivent être en possession publique et accessibles à tous dans tous les États membres de l'UE. Cela concerne, par exemple, les installations pour l'eau potable, les eaux usées et les eaux pluviales, le chauffage urbain, les réseaux électriques et de télécommunication, les routes et les chemins de fer, et la gestion des déchets et du recyclage. Cela garantit que les infrastructures servent à long terme l'intérêt public et à chacun.

LIBERTÉ

PLUS DE PROTECTION DES DONNÉES POUR PLUS DE VIE PRIVÉE

Depuis sa fondation en 2009, le Parti pirate a placé la protection de la vie privée au cœur de ses préoccupations. La protection de la vie privée est la garantie de notre liberté. Les Pirates s'opposent fermement à la tendance à la surveillance de masse, où l'État et de grandes entreprises collectent et stockent de plus en plus de données personnelles. La surveillance doit être réduite à son strict minimum, en particulier dans l'espace numérique. La présomption d'innocence doit primer sur la surveillance de masse.

Les Pirates militent pour plus de protection des données et moins de surveillance :

- Nous nous opposons à l'expansion massive des caméras dans les lieux publics.
- Nous défendons fermement le principe selon lequel vos chats, e-mails ou messages ne peuvent pas être lus par des personnes que vous n'avez pas sélectionnées (pour un secret numérique de la correspondance et contre le contrôle des messageries).
- Nous nous opposons à ce que l'État ait un accès permanent à vos photos ou vidéos privées (contre le contrôle des messageries).
- Nous rejetons la collecte massive et sans discernement de données par les entreprises de télécommunications (conservation généralisée des données).
- Les données biométriques utilisées pour l'émission d'un passeport ou d'une carte d'identité ne doivent pas être conservées par les autorités publiques sur une longue période.
- Les algorithmes discriminatoires et la collecte, l'analyse ou le partage disproportionnés de données personnelles doivent être sanctionnés.
- L'UE doit protéger les données de ses citoyens et empêcher les pays qui bafouent les droits de l'homme d'accéder aux données personnelles des citoyens de l'UE.

LIBERTÉ D'EXPRESSION PROTÉGÉE

Dans une société libre, chacun a le droit d'exprimer son opinion sans craindre la censure ou des représailles. La liberté d'expression doit être garantie sans restriction, dans la mesure où elle ne porte pas atteinte aux droits et libertés des autres. Nous rejetons fermement la censure de l'internet en Europe et au-delà des frontières.

POUR LA LIBERTÉ DES ARTISTES

L'art est et reste toujours subjectif. L'État ne doit pas se mêler de l'évaluation de l'art. L'État ne doit pas non plus censurer une forme d'art qui ne discrimine pas ou n'incite pas à la violence. Au contraire, les artistes contribuent largement à la vie sociale et doivent être soutenus par les autorités publiques. Il est donc important de préserver et de promouvoir les héritages culturels locaux en Europe. Les Pirates s'engagent à garantir un accès général aux biens culturels et à soutenir davantage les jeunes artistes et les associations locales.

PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE

Les révélations et le sort des lanceurs d'alerte Chelsea Manning et Edward Snowden ont montré que les militants risquent d'être réprimés et même torturés en raison de leurs déclarations sur Internet. C'est pourquoi les Pirates demandent un soutien particulier et une protection pour les personnes qui signalent de manière responsable des failles de sécurité. L'UE devrait être un acteur politique qui protège les lanceurs d'alerte européens et internationaux. Ils devraient avoir le droit d'asile politique dans l'UE.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Une presse libre est la condition sine qua non d'une démocratie fonctionnelle. Ce n'est que si la presse peut surveiller l'État de manière libre et indépendante et en rendre compte que les abus et les manigances politiques peuvent être dévoilés. Il est préoccupant de constater que ces dernières années, plusieurs États membres de l'UE ont tenté de saper le principe de la presse libre.

La liberté de la presse et d'expression doit être maintenue et renforcée dans toutes les circonstances, et les Pirates veulent préserver un paysage médiatique indépendant, pluraliste et libre. Les monopoles de l'information doivent disparaître dans la mesure du possible. Les États membres de l'UE qui tentent de saper la liberté de la presse doivent être sanctionnés.

TRANSPARENCE GRÂCE AUX DONNÉES OUVERTES, AUX LOGICIELS LIBRES ET À L'ACCÈS LIBRE

Le savoir ne doit appartenir à personne. Chacun doit avoir le droit de s'informer, ce qui signifie pour les Pirates que les données doivent être accessibles librement et ne doivent pas être limitées par des barrières de paiement ou des abonnements, car cela exclut ceux qui ne peuvent pas se permettre d'y accéder.

Les données sont la base des décisions dans notre société. Cependant, elles ne peuvent être utilisées que si elles sont accessibles et non cachées derrière des licences. L'accessibilité n'est pas tout - le format doit également être approprié. Les données doivent être rendues publiques en temps opportun et mises à jour régulièrement.

Les Pirates s'engagent au niveau européen à garantir un accès ouvert et gratuit à toutes les données publiques accessibles dans un format ouvert et facilement accessible à tous. Les résultats de la recherche entièrement ou partiellement financée par des fonds publics doivent être disponibles gratuitement et facilement accessibles à la population générale selon le principe de l'accès ouvert. Les logiciels développés avec des fonds publics doivent être open source. Le principe "argent public, code public" et les systèmes d'exploitation open source doivent être encouragés.

DÉFINIR L'ACCÈS À INTERNET COMME UN DROIT FONDAMENTAL

La recherche d'informations ou simplement "se tenir informé" sans Internet est de plus en plus impensable. Pour participer activement à la société, l'accès à Internet libre est une condition préalable essentielle. Un accès non discriminatoire à Internet doit être assuré dans l'ensemble de l'UE pour tous, et toute restriction ou priorité basée sur le contenu ou le service doit être interdite (neutralité du Net). Internet est libre et pour tous, et il doit le rester.

RÉGULER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

De plus en plus de programmes relevant de ce qu'on appelle l'intelligence artificielle (IA) arrivent sur le marché. Contrairement à ce que son nom pourrait laisser supposer, ces machines ne sont pas réellement "intelligentes" car elles ne possèdent pas de conscience, mais elles peuvent "apprendre" de manière autonome à partir d'un code, c'est-à-dire trouver leurs propres solutions pour résoudre un problème. Ainsi, ces nouveaux programmes peuvent par exemple générer du langage, des mouvements, des images ou des sons, et analyser également des contenus à la recherche de caractéristiques particulières.

Cela peut être très utile, mais cela peut aussi poser des problèmes, selon les données avec lesquelles la machine a été alimentée. Il ne faut pas oublier que ces programmes ne sont jamais parfaits. Ils commettent des erreurs et il est donc important que les résultats générés par une IA soient contrôlés par des humains avant leur utilisation. Par exemple, si un programme de reconnaissance faciale a été entraîné uniquement avec des photos de jeunes hommes à la peau claire, il n'est pas surprenant que les personnes d'autres âges, sexes ou couleurs de peau soient "discriminées" par le programme.

L'IA soulève actuellement des questions sur la protection des données, remet en question les notions de brevets et de droits d'auteur, et pose des problèmes en matière de responsabilité. La protection contre la discrimination et le droit à la vie privée sont donc essentiels pour encadrer l'IA.

Nous demandons donc :

- La création d'une loi européenne sur l'IA qui, dans sa forme actuelle, élimine les droits individuels au profit de trop nombreuses dérogations en faveur de la surveillance automatisée. Nous avons besoin d'une réglementation améliorée au niveau de l'UE, qui garantisse une forte protection des droits fondamentaux des individus et interdise la surveillance biométrique de masse sans suspicion ;
- L'interdiction de l'utilisation de systèmes automatisés dans la lutte contre la criminalité et la conduite des guerres ;
- Des règles claires en matière de protection des données, auxquelles les développeurs de logiciels doivent se conformer, ainsi que des contrôles correspondants. Les personnes dont les données sont traitées par des systèmes automatisés doivent être informées et avoir donné leur consentement ;
- Des campagnes de sensibilisation pour mettre en évidence les dangers des "Fake News" générées par des logiciels d'IA ;

- Une obligation pour les fournisseurs commerciaux au-dessus d'une certaine taille de rendre leurs sources ouvertes pour permettre une traçabilité du fonctionnement de leurs logiciels ;
- La prévention des monopoles dans les domaines de l'information et de la culture : les Pirates rejettent les risques de niveaux supplémentaires de restrictions par le biais des droits d'auteur pour les contenus générés par l'IA, tels que les textes, les images et autres œuvres ;
- L'interdiction d'utiliser des programmes pour lesquels il n'est pas clair comment les données sont traitées, et dans lesquels les données personnelles sont traitées de manière abusive (par exemple, dans les écoles) ;
- L'interdiction de l'utilisation de processus décisionnels automatisés sans intervention humaine, notamment dans les domaines de la justice, de la santé ou des finances.

DROIT À L'INCLUSION

Les Pirates militent pour une société sans barrières ni obstacles, dans laquelle même les personnes handicapées physiques ou mentales peuvent se développer sans discrimination ni stigmatisation, avec les mêmes chances que tout autre individu. Un handicap ne doit pas limiter les opportunités de participation, et l'État doit donc veiller à ce que chaque personne, avec ou sans handicap, puisse mener une vie autodéterminée. La mise en œuvre de la directive européenne sur l'accessibilité dans les États membres de l'UE doit être suivie de près et analysée afin de garantir que des améliorations puissent être rapidement apportées en cas de problèmes persistants dans le domaine de l'accessibilité des produits et des services. De plus, il est important pour les personnes handicapées de pouvoir se déplacer librement dans l'UE sans rencontrer de barrières administratives inattendues. Un permis de stationnement européen amélioré et une carte européenne pour les personnes handicapées seraient des étapes importantes dans ce contexte.

Que ce soit dans le domaine des loisirs, de la mobilité, de la culture, de l'éducation, de la vie affective et sexuelle, de la politique, du travail ou de la famille, les personnes handicapées physiques ou mentales devraient pouvoir participer à tous les domaines de la vie sur un pied d'égalité avec les autres individus.

GARANTIR UN ESPACE POUR LA DIVERSITÉ

La diversité est une des valeurs centrales de l'Union européenne. La liberté et l'égalité de traitement devraient être garanties pour chaque individu, indépendamment de sa croyance, de sa religion ou de sa vision du monde. Le Parti pirate demande également une attention particulière aux droits des couples LGBTIQ+ dans un mariage ou un partenariat. Ceux-ci devraient être reconnus dans tous les pays de l'UE et au-delà des frontières de l'UE. Les Pirates soutiennent également la demande du Conseil de l'Europe de permettre une classification des personnes en fonction du genre plus flexible, reconnaissant plus de genres que seulement "masculin" ou "féminin".

UNE LÉGISLATION FAMILIALE EUROPÉENNE COMMUNE

Le Parti pirate souhaite que la politique familiale soit placée sous la compétence de l'Union européenne. Une politique familiale commune permettrait à tous les citoyens de bénéficier

des mêmes droits et protections dans tous les États membres de l'UE. Cela concerne des lignes directrices communes dans un large éventail de domaines, tels que le divorce, la garde des enfants, les pensions alimentaires, le partage des biens et la vie de famille dans un couple.

GARANTIR LA LIBERTÉ DE VOYAGER

Les Pirates défendent clairement le maintien de la liberté de circulation en Europe. Chaque Européen doit pouvoir continuer à voyager librement dans l'espace Schengen et bénéficier de l'échange culturel. La liberté de voyager doit être préservée. Les contrôles aux frontières, tels que ceux mis en place entre l'Allemagne et le Luxembourg pendant la pandémie, ne doivent plus avoir lieu.

DROIT À L'ÉDUCATION ET LIBRE ACCÈS AU SAVOIR

Une population bien formée et dotée d'esprit critique est essentielle pour maintenir une démocratie fonctionnelle et la cohésion sociale. Nous visons un accès universel à une éducation de haute qualité dans toute l'UE, indépendamment de l'origine. Chacun doit avoir la possibilité de se développer personnellement. Les Pirates souhaitent une réelle réforme de la politique éducative européenne et définir des normes minimales pour certaines compétences. Des thèmes socialement pertinents devraient être intégrés aux programmes éducatifs de tous les États membres.

L'accès libre au savoir et à l'information est d'une importance fondamentale et doit être promu et assuré dans le domaine de l'éducation. Les établissements éducatifs devraient utiliser des ressources éducatives disponibles sous des licences libres sans restriction de copie. La disponibilité de ressources éducatives sous licence libre pour tous est essentielle pour un accès sans barrières à l'éducation, tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières de l'UE.

Nous soutenons la numérisation des établissements éducatifs et la publication de documents conservés dans les bibliothèques publiques et les archives de l'ensemble de l'UE. Nous soutenons la sensibilisation des citoyens et des étudiants à leur droit à l'information et aux formats libres et à des logiciels libres de toute sorte dans les établissements éducatifs.

DROIT D'ASILE POUR LES PERSONNES LGBTIQ+

Le Parti pirate demande que la persécution en raison de l'orientation sexuelle soit reconnue comme motif d'asile, de sorte que toute personne menacée en raison de son identité sexuelle ou de son orientation sexuelle puisse bénéficier de cette protection.

Pour éviter les situations conflictuelles et garantir le bien-être physique et psychologique des personnes concernées, les Pirates demandent la création d'un espace séparé où les personnes LGBTIQ+ peuvent être accueillies et où des employés ont fait des formations sur le coming out, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Dans ce contexte, nous demandons également un suivi et une évaluation des mesures, ainsi qu'une collecte de données

anonymisés et d'informations à l'échelle de l'UE sur le thème des demandeurs d'asile de la communauté LGBTIQ+.

GARANTIR LA SÉCURITÉ

RESPECT ENVERS NOS ANCÊTRES

L'Europe a traversé des périodes difficiles sous l'emprise d'extrémistes de droite. Nos ancêtres ont dû se battre durement pour notre liberté. Sous l'extrémisme de gauche également, de nombreuses personnes ont souffert pendant des décennies, par exemple sous le stalinisme en Union soviétique. Actuellement, l'Europe ne doit pas succomber aux vaines promesses des partis extrêmes, tels que l'AFD en Allemagne et le RN en France, qui veulent entraîner notre continent loin de la démocratie et de la liberté d'expression vers un système autoritaire, voire totalitaire, ce qui causerait beaucoup de souffrances. Même au Luxembourg, l'ADR se dirige dans une direction de plus en plus à droite. Nous sommes profondément convaincus que l'Europe ne doit pas tomber dans des courants aussi extrêmes qu'auparavant. C'est pourquoi nous nous opposerons également à l'avenir à toute extrémisme, qu'il soit de gauche ou de droite. #FCKNZS

LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

La criminalité ne connaît pas de frontières nationales, mais le travail de la police le fait malheureusement encore. Dans une Europe aux frontières ouvertes, les criminels ont souvent le champ libre. Dans la lutte contre la criminalité, nous avons donc besoin d'une coopération européenne accrue et d'une coopération transfrontalière systématique. Sous le contrôle du Parlement européen, Europol et Eurojust doivent être renforcés. En particulier dans la Grande Région, il faut davantage d'investissements et une stratégie unifiée pour la lutte contre la criminalité.

UNE NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE DE DROGUE

La guerre contre la drogue a échoué et un monde sans consommation de drogue est irréaliste et hors de portée. Une politique de prohibition pure consomme des ressources et coûte chaque année des milliards d'euros aux contribuables et la police consacre beaucoup de temps de travail qui pourrait être mieux utilisé pour des crimes plus graves. Les Pirates veulent une révision de la convention des Nations unies sur les drogues et, si nécessaire, un retrait de la convention, pour décriminaliser la consommation de drogues à l'échelle européenne. La politique en matière de drogue doit être adaptée et modernisée : loin de la logique de la répression, vers une logique de santé. Avec une nouvelle politique en matière de drogue, nous voulons donner plus de temps à la police pour surveiller les vrais criminels dangereux (violence, trafic d'êtres humains, pornographie juvénile, etc.) et les traduire en justice. Une nouvelle politique en matière de drogue nous apporte tous plus de sécurité.

LÉGALISER LE CANNABIS AU NIVEAU EUROPÉEN

Les Pirates demandent la décriminalisation du cannabis à des fins récréatives. Le cannabis devrait être retiré de la liste des drogues illégales et il devrait être possible de vendre légalement du cannabis partout en Europe. Pour l'achat, la consommation et la taxation du cannabis, nous nous appuyons sur les règles qui s'appliquent à l'alcool et au tabac. Le travail de sensibilisation et de prévention doit également être structuré de la même manière que pour le tabac et l'alcool.

LUTTER CONTRE LA PORNOGRAPHIE ENFANTINE

Pour lutter contre la pornographie infantile (CSAM) à l'échelle européenne, Europol doit obtenir plus de ressources, être mieux doté en personnel et avoir plus de possibilités d'intervenir directement dans les États membres de l'UE. Cela nécessite également des règles plus strictes et harmonisées entre les États membres de l'UE, avec des sanctions sévères pour protéger nos enfants.

PUNIR PLUS SÉVÈREMENT LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

La traite des êtres humains est organisée à l'échelle internationale et seule une réglementation européenne commune peut permettre de lutter contre ce fléau sur notre continent. L'UE doit agir dans les domaines de risques où les gens peuvent devenir plus rapidement victimes de la traite des êtres humains. Les Pirates veulent donc s'appuyer sur le marché du travail européen et empêcher que la mosaïque actuelle de réglementations sur la mobilité et la migration ne soit utilisée à mauvais escient. Les règles doivent être simples, claires et compréhensibles, de sorte que chaque employé européen puisse faire valoir ses droits. Le faux travail indépendant ou les sous-traitants indéfinis doivent être limités. La prostitution doit être reconnue comme un travail au niveau européen. Pour rendre plus difficile le proxénétisme, plus de bureaux doivent être créés et rendus publics, où les victimes de la traite des êtres humains peuvent se signaler et obtenir protection. En matière de traite des êtres humains, ce sont surtout les instigateurs et les instigatrices qui doivent être sévèrement punis.

POLITIQUE ANTI-TERRORISTE

L'Europe a été mise à l'épreuve ces dernières années par une série d'attaques terroristes. Cela a conduit en partie à des améliorations dans le système de sécurité européen, mais aussi à une surveillance de masse excessive qui, dans de nombreux cas, n'a pas donné de résultats concrets. La politique de sécurité en Europe doit être repensée. Le Parti Pirate demande une analyse approfondie de la politique européenne de lutte contre le terrorisme. L'objectif doit être une politique qui respecte les droits des citoyens et ne soit pas dirigée par une peur irrationnelle.

IDENTIFICATION DES ARMES

Les Pirates demandent l'utilisation obligatoire de l'instrument de l'ONU pour le marquage et le traçage des armes. Toutes les armes portables fabriquées à l'intérieur ou à l'extérieur des producteurs européens doivent être identifiables. Cela permettra de mieux tracer les exportations et de détecter les ventes illégales.

FINANCEMENT INTERDIT DES LOGICIELS ESPIONS

En 2022, un réseau international de journalistes a révélé que différents gouvernements européens utilisaient un logiciel espion appelé "PEGASUS" pour espionner les téléphones portables de journalistes, d'activistes des droits de l'homme et de politiciens de l'opposition. Le cheval de Troie de l'État PEGASUS est développé et vendu par une société israélienne (NSO) basée au Luxembourg. Les Pirates demandent donc que les logiciels espions ne soient plus achetés ni utilisés par les gouvernements et que sur le plan européen, aucun fond public ne soit dépensé pour financer des projets de surveillance comme PEGASUS. Nous souscrivons ici à l'opinion du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD), qui propose que les États membres de l'UE définissent l'utilisation de technologies de surveillance comme une activité criminelle.

SÉCURITÉ DANS L'ÈRE NUMÉRIQUE

Avec l'Internet des objets (IoT), les ordinateurs ont un impact direct et physique sur notre monde (par exemple, sur les voitures ou la technologie médicale), ce qui comporte naturellement un risque inhérent.

Les Pirates veulent obliger les fabricants commerciaux d'appareils à fournir régulièrement des mises à jour de sécurité pour leurs produits. Si les correctifs pour les failles de sécurité critiques ne sont pas fournis dans un délai raisonnable après leur découverte, les fabricants commerciaux doivent en être tenus responsables. Si une entreprise décide de cesser de produire un produit qui est encore largement répandu, le code source et les outils de développement doivent être publiés afin que la communauté puisse continuer à apporter son aide à ce produit.

Les autorités sont tenues de publier toutes les vulnérabilités connues ou découvertes. Il ne doit y avoir aucune porte dérobée dans la technologie de cryptage, car cela affaiblit l'intégrité et la sécurité de tous les systèmes et constitue un danger. Les Pirates sont également opposés aux systèmes entièrement automatisés dans la lutte contre la criminalité, où l'ordinateur prendrait des décisions à la place de l'humain.

DROIT D'ASILE : AIDER ENSEMBLE DANS L'UE

L'Union européenne n'est pas vraiment unie et cohérente dans la crise actuelle des réfugiés. Dans ce contexte, les Pirates plaident en faveur d'une agence de l'UE commune qui fournirait

une aide adéquate aux demandeurs d'asile concernés, quel que soit le pays où ils se trouvent. En introduisant des quotas, chaque pays de l'UE serait tenu de fournir des structures, des ressources financières et d'autres types d'aide à l'agence de l'UE commune.

Grâce à l'agence de l'UE, chaque demandeur d'asile recevrait automatiquement une autorisation de travailler dans tous les pays de l'UE. Cela permettrait à chacun de façonner sa propre vie. Les gens deviendraient ainsi plus autonomes plus rapidement et contribueraient directement à l'économie et au système social du pays. Dans ce contexte, il faudrait également réfléchir à un revenu de base européen, qui aiderait les personnes concernées à se reconstruire rapidement une vie.

FRONTEX (LES FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE)

Des recherches de journalistes ont montré que Frontex et différentes agences de contrôle des frontières nationales tentent de repousser les personnes en dehors de l'UE en poussant les bateaux en mer (Push-backs). De plus, de la violence a été utilisée, par exemple avec des armes sonores, contre les réfugiés. Cette année encore, de nouveaux scandales ont éclaté à Frontex. Les Pirates plaident donc pour l'arrêt des pratiques contraires au droit international utilisées par Frontex aux frontières extérieures de l'UE. La violence ne résout pas les problèmes aux frontières et la violence contre les personnes en fuite ne garantit pas davantage la sécurité en Europe. Les Pirates s'engagent donc pour que les États membres de l'UE travaillent ensemble pour résoudre les problèmes dans les pays d'origine et pour qu'une politique commune soit élaborée, qui libérerait les États membres de l'UE de cette responsabilité.

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE COMMUNE

L'économie européenne est encore l'une des plus grandes du monde. Nous sous-utilisons malheureusement cette position car nous parlons avec trop de voix. Les Pirates veulent une politique étrangère et de sécurité européenne cohérente et commune. Cela nécessite des États membres de renoncer à leurs intérêts nationaux au profit d'une politique commune et efficace. L'Europe devrait plaider pour une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et une révision du système de veto inefficace. L'Union européenne aurait plus d'influence dans le monde si nous avions un siège supplémentaire aux Nations unies, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la Banque mondiale et dans d'autres organisations multilatérales pour nous représenter.

POUR UNE ARMÉE EUROPÉENNE COMMUNE COMME GARANTIE DE LA PAIX

La politique de défense est la garantie de la sécurité et de la liberté. Si l'on additionne les budgets militaires des États membres de l'UE, cela représente plus d'investissements que ceux de la Chine et de la Russie réunis. Malheureusement, la coopération militaire européenne actuelle est inefficace et peu utile.

Le Parti Pirate s'engage donc en faveur de la création d'une armée de défense européenne commune. Cette armée devrait définir conjointement les besoins, coordonner les analyses

de sécurité et créer des structures communes dans des domaines tels que l'acquisition et la maintenance d'équipements et la formation de recrues. Une armée européenne serait financée par un fonds de l'UE auquel tous les États membres contribueraient.

Cette armée ne se limiterait qu'à son rôle dans une stratégie en 3D (développement, diplomatie et défense). La Commission européenne devrait avoir le pouvoir de donner des instructions, mais les décisions ne pourraient être prises que par une légitimation démocratique par le Parlement européen.

RENFORCEMENT DES NATIONS UNIES (ONU)

Il est nécessaire d'assurer une participation adaptée de tous les continents au Conseil de sécurité pour garantir une sécurité durable. En particulier, les pays émergents devraient être intégrés de manière plus forte dans le mécanisme pour une responsabilité mondiale, en raison de leur importance croissante. Les Nations unies ne peuvent remplir leurs missions que si les États membres respectent leurs contributions. Il est également crucial d'intégrer davantage les Nations unies dans la coordination des secours en cas de catastrophe à l'avenir.

SOUTIEN À L'UKRAINE

L'armée ukrainienne ne se bat pas seulement pour sa propre liberté, mais aussi pour la liberté et les valeurs de toute l'UE. Pour cette raison, nous continuerons à plaider en faveur de la fourniture des ressources nécessaires à l'Ukraine. La paix en Europe n'est possible qu'avec une Ukraine libre. Les Pirates soutiennent également clairement l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Comme tout candidat à l'adhésion, l'Ukraine doit remplir les critères de l'UE, notamment en matière de corruption, d'État de droit et de démocratie. Jusqu'à son adhésion effective, l'Ukraine doit continuer à être soutenue militairement.

Des ressources financières ont été «gelées» par des investisseurs russes dans l'UE. Pour financer les livraisons mentionnées ci-dessus, ces ressources financières (intérêts) doivent être utilisées. Le futur développement de l'Ukraine devrait également être financé à l'aide de ces fonds.

SANCTIONS STRICTES CONTRE LA RUSSIE

La Russie a envahi l'Ukraine et cette terrible invasion n'est pas encore terminée. Cela ne peut être toléré ni excusé de quelque manière que ce soit. L'UE devrait aider l'Ukraine avec tous les moyens disponibles et renforcer les sanctions contre la Russie pour exercer une pression accrue. Les relations avec la Russie devraient être réduites au strict minimum diplomatique.

LE COMMERCE COMME ARME CONTRE LES DICTATURES

Le commerce est à la fois un outil économique et politique. Nous soutenons donc également des sanctions économiques contre les dictatures, notamment lorsque celles-ci représentent

une menace pour la sécurité européenne ou commettent des crimes contre l'humanité. Les sanctions doivent toujours viser à isoler les élites et à préserver au maximum la société civile. Elles doivent surtout affaiblir les capacités militaires et les appareils de répression. L'Europe ne devrait pas non plus fournir d'armes ni de technologies de surveillance aux régimes autoritaires.

ISRAËL-PALESTINE : UNE SOLUTION À DEUX ÉTATS

Des demandes claires sont nécessaires dans le conflit israélo-palestinien. Le conflit actuel doit cesser, tous les otages doivent être libérés et Israël doit cesser ses opérations offensives. L'ONU devrait recevoir un mandat pour protéger les civils à Gaza et aider la population israélienne à se protéger contre les attaques des terroristes.

Le Parti Pirate a toujours plaidé en faveur d'une solution à deux États. Nous restons fidèles à cette position. Les frontières de 1967 doivent être rétablies. Jérusalem, en tant que ville sainte de nombreuses religions, devrait être placée sous administration internationale et sous la protection de troupes neutres. L'approvisionnement en eau et les infrastructures critiques devraient également être protégés par des troupes neutres afin d'éviter de nouveaux conflits.

CONTROLE TECHNIQUE EUROPÉEN

Pourquoi devons-nous avoir un extincteur dans la voiture lorsque nous conduisons en Belgique ? Pourquoi existe-t-il différentes exigences en matière de contrôle technique dans chaque pays de l'UE ?

Les Pirates plaident en faveur de règles communes dans tous les pays de l'UE afin d'assurer enfin l'uniformité et la clarté dans la circulation routière transfrontalière. C'est pourquoi nous souhaitons mettre en place un contrôle technique européen qui réglerait les exigences techniques auxquelles une voiture doit répondre, quelles sont les documents européens à délivrer et quels sont les normes de sécurité à respecter, telles que la possession de gilets jaunes, d'un triangle de signalisation ou d'un extincteur. Ces réglementations unifiées devraient être applicables dans toute l'UE, dans le but de renforcer la sécurité routière.

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE PAR LA TECHNOLOGIE

Chaque année, des personnes meurent sur nos routes européennes, car de petites erreurs humaines lors de la conduite peuvent malheureusement rapidement conduire à des accidents. Ces dernières années, une série d'équipements de sécurité intéressants ont été introduits dans l'industrie automobile, tels que l'assistant de virage à droite ou le système de freinage automatique. Toutes ces mesures de sécurité techniques peuvent contribuer à atteindre l'objectif de zéro accident sur nos routes. Les Pirates proposeraient de rendre obligatoire la présence d'équipements de sécurité pour les constructeurs automobiles au niveau de l'UE.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT, LE CLIMAT ET LA NATURE

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Les Pirates demandent que l'Accord de Paris visant à limiter l'élévation de la température mondiale à un maximum de 1,5°C soit mis en œuvre. Nous exigeons que les technologies existantes pour atteindre cet objectif soient rendues juridiquement contraignantes au sein de l'UE et que des objectifs minimaux de déploiement soient fixés au niveau de l'UE.

TECHNOLOGIES MODERNES POUR PLUS DE PROTECTION CLIMATIQUE (CAPTURE DE CARBONE)

En parallèle avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre, des efforts doivent également être entrepris pour capturer le CO₂ déjà présent dans l'atmosphère. C'est pourquoi les Pirates soutiennent la promotion de technologies modernes capables de capturer les gaz à effet de serre de l'air pour les utiliser dans d'autres produits chimiques. Des technologies modernes existent déjà aujourd'hui (technologies d'émission négative). Il s'agit de filtrer le CO₂ de l'air et de le piéger de manière permanente (par exemple, dans des matériaux de construction tels que le béton) ou de l'utiliser là où nécessaire pour réduire les émissions résiduelles (par exemple, les carburants synthétiques).

RÉCOMPENSES AVEC LA PRIME CLIMATIQUE

Nous devons motiver les citoyens avec des incitations positives à adopter un mode de vie plus écologique, respectueux de la nature et du climat. Les personnes vivant dans le respect de la nature et du climat devraient donc être récompensées. Les Pirates proposent d'introduire une prime climatique en tant qu'aide directe pour tous (par exemple, 100€/mois sur le salaire, la retraite ou tout autre revenu). En contrepartie, la taxe sur le CO₂ des produits polluants devrait être ajustée. Par exemple, une pomme biologique de la région serait alors moins chère qu'une pomme de Nouvelle-Zélande. Ainsi, bien que les gens aient 100€ de plus par mois dans leur poche, cela ne leur coûtera rien et ils auront le choix. Une directive de l'UE pourrait être utilisée pour mettre en œuvre la prime climatique.

ENERGIE NUCLEAIRE, NON MERCI !

Les Pirates sont clairement opposés au développement de l'énergie nucléaire et il existe de nombreuses raisons à cela. L'énergie nucléaire est coûteuse et dangereuse pour les humains, les animaux et la nature. Un petit accident peut avoir des conséquences qui ne peuvent être réparées pendant des générations. La sécurité d'approvisionnement, souvent avancée comme argument par le lobby nucléaire, n'est pas non plus garantie : les incidents en France

à l'été 2022 ont montré que même les centrales nucléaires peuvent dépendre du temps. Le mythe selon lequel l'énergie nucléaire est bon marché, ne tient pas non plus lorsque l'on examine correctement les coûts d'une installation sur l'ensemble de son cycle de vie. Ce sont nos impôts qui sont utilisés pour construire, entretenir et démanteler les centrales nucléaires, pour supporter les coûts de stockage des déchets radioactifs et pour payer des millions de subventions de l'État aux producteurs d'électricité nucléaire.

BIOLOGIQUE DIVERSITÉ EST ESSENTIELLE À LA SURVIE

L'extinction de la biodiversité est un problème tangible en Europe et dans le monde entier, qui n'est malheureusement pas assez souvent abordé. De plus en plus d'espèces végétales et animales disparaissent, et nous risquons finalement de nous retrouver en crise alimentaire à l'échelle mondiale. Les Pirates soutiennent le règlement de l'UE pour la restauration de la nature, qui garantit la protection de la faune et de la flore dans toute l'Europe. Nous continuerions à renforcer les règles du règlement après une évaluation de ce qui est nécessaire.

POLLUEUR-PAYEUR : ON PAIE POUR CE QU'ON CONSOMME

Nous devons gérer nos ressources avec soin, et c'est pourquoi nous, les Pirates, soutenons le principe selon lequel ceux qui consomment le plus de ressources doivent également payer en conséquence (=pollueur-payeur). Nous pensons que l'énergie la moins chère est celle que l'on n'utilise pas. Nous continuerons donc à soutenir le principe du pollueur-payeur et à veiller à ce que les objectifs climatiques et environnementaux européens soient atteints.

RÉDUCTION DU PLASTIQUE

Les Pirates s'engagent à mettre fin à l'utilisation inutile du plastique et à ne plus utiliser cette ressource que là où elle est utile à long terme. Le plastique ne doit plus être un article jetable. Une solution consiste à interdire les filtres en plastique dans les cigarettes et à les remplacer par des filtres compostables.

ÉVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Les Pirates plaident en faveur d'une meilleure politique de lutte contre le gaspillage alimentaire. Chaque aliment consomme des ressources (temps, travail, matériaux). Les producteurs, les supermarchés et les restaurants, c'est-à-dire tous ceux qui vendent de la nourriture, doivent être davantage responsabilisés pour sauver les aliments. Le gaspillage alimentaire doit être arrêté en permettant aux produits proches de leur date de péremption d'être proposés aux clients à un prix réduit ou en les offrant à des associations ou à des personnes. Une taxe pénalisante devrait être imposée sur les aliments jetés dans les entreprises.

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE

L'industrie textile et de l'habillement est une industrie hautement mondialisée et lucrative. La production est souvent organisée à travers les continents et les vêtements parcourent des milliers de kilomètres avant d'arriver dans nos magasins de vêtements. Cette industrie s'est organisée internationalement de manière à profiter du travail bon marché et des réglementations environnementales moins strictes dans les pays en développement. Le bilan environnemental de l'industrie de la mode est désastreux. Les Pirates souhaitent prendre davantage de mesures pour rendre l'industrie textile plus durable, avec un système européen de consigne pour les vêtements et une étiquette pour les textiles durables avec des critères stricts. L'artisanat textile européen devrait être encouragé de manière ciblée pour créer davantage d'activités locales.

MANGER SAIN POUR TOUS

Les Pirates s'engagent à promouvoir les produits durables. Les produits issus de l'agriculture biologique ou fabriqués dans des conditions avec des normes sociales élevées (par exemple, le commerce équitable) devraient être vendus sans TVA aux consommateurs finaux. Cela aurait pour conséquence que les produits durables deviendraient plus compétitifs en termes de prix et que davantage de consommateurs pourraient se permettre d'acheter ces produits.

Pour plus de transparence sur le marché alimentaire, des informations sur chaque produit devrait être accessible sur Internet. Avec un code QR, chaque consommateur pourrait savoir d'où viennent les ingrédients du produit et quels pesticides, médicaments ou autres produits chimiques ont été utilisés dans son processus de production.

IDENTIFICATION CLAIRE DES PRODUITS GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS

Les organisations de protection des consommateurs dans toute l'Europe s'opposent à l'importation et à l'introduction de produits génétiquement modifiés dans l'UE. Ce que beaucoup ne savent pas, c'est qu'en Europe aussi, des produits génétiquement modifiés peuvent être vendus. Cela inclut notamment les raisins, le maïs ou le colza. Les Pirates demandent donc des directives claires pour l'étiquetage des produits génétiquement modifiés (NGT) dans l'UE. Nous nous engageons également à ce que les aliments cultivés à proximité d'une centrale nucléaire soient clairement étiquetés pour informer les consommateurs sur leur origine.

PROTECTION AMÉLIORÉE DE LA NATURE ET DES HUMAINS CONTRE LES SUBSTANCES TOXIQUES

Il faut beaucoup de temps aujourd'hui pour interdire certaines substances qui sont soupçonnées d'être nocives pour la santé humaine, animale ou environnementale. Les exemples ne manquent pas : le dioxyde de titane (additif dans les cosmétiques), les fluorocarbures (revêtements résistants à l'eau pour les vêtements et chaussures), les

microplastiques, etc. Les Pirates s'engagent à retirer rapidement ces produits de la circulation et à éviter que de nouveaux produits potentiellement dangereux ne soient introduits dans le futur.

LABELS EUROPÉENS TRANSPARENTS ET HONNÊTES

Il existe actuellement de nombreux labels différents, et beaucoup de consommateurs ne savent plus à quoi s'en tenir. Beaucoup de labels sont inventés par les producteurs eux-mêmes et font paraître un produit plus durable ou plus sain qu'il l'est réellement. Les seuls labels indépendants, non orientés vers le profit et neutres, sont les labels gouvernementaux, réglementés par la loi et contrôlés (par exemple, le label bio de l'UE). Les Pirates souhaitent réglementer plus strictement l'utilisation des labels et veiller à ce que des labels uniformes pour différentes catégories de produits soient mis en place au niveau européen, ne pouvant être utilisés que sur la base de critères stricts.

MESURES ENVIRONNEMENTALES EFFICACES

Actuellement, il existe de nombreuses réglementations nationales différentes dans le domaine de la politique environnementale, ce qui rend la coopération plus difficile et empêche de bonnes solutions. Un exemple en est le recyclage. Toutes les lois environnementales doivent être examinées après quelques années pour déterminer leur efficacité. La bureaucratie et la paperasserie doivent être réduites au minimum. Les réglementations au niveau de l'UE doivent être harmonisées afin de ne pas obliger chaque pays de l'UE à entreprendre une démarche différente et à entraver l'accès au marché unique de l'UE. Pour les citoyens ainsi que pour les petites et moyennes entreprises, une infrastructure centrale doit être mise en place dans ce sens.

DONNÉES TRANSPARENTES EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le public doit avoir un accès facile et rapide aux données environnementales fiables et comprendre la politique basée sur ces données. Il doit être clair pour les gens comment ces données sont collectées et les méthodes utilisées pour les analyser. Les études scientifiques doivent provenir d'experts indépendants afin de pouvoir prendre des décisions politiques de manière neutre. Une participation au processus décisionnel doit également être prévue.

DÉCHETS SPATIAUX

Les satellites inutilisés, les étages de fusées et les débris en orbite terrestre menacent l'espace. L'UE doit œuvrer en faveur de la conclusion d'accords internationaux prescrivant le retrait des déchets spatiaux et empêchant la génération de nouveaux débris par la descente contrôlée des étages de fusées épuisés et des satellites inutilisés. Les activités générant des déchets spatiaux, telles que les tests de systèmes anti-satellites, doivent être interdites.

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DES ANIMAUX

INTERDICTION DE FOURRURE DANS TOUTE L'UE (IMPORTATION, PRODUCTION ET VENTE)

De nombreux consommateurs en Europe ne sont pas conscients de la souffrance et de la cruauté animales associées à la production de fourrure. Les Pirates proposeraient rapidement une interdiction d'importation de vêtements et de décorations en fourrure dans toute l'Europe. Dans une deuxième phase, nous souhaitons arrêter la production de produits en fourrure en Europe. Une exception serait la vente de fourrures anciennes déjà en circulation. Les Pirates demandent également une indication européenne claire et visible pour la vente de produits fabriqués à partir d'animaux.

MODERNISATION DE LA CHASSE

Chaque pays de l'UE a différentes règles et exigences pour la chasse. Ainsi, les exigences pour obtenir un permis de chasse sont beaucoup plus faciles dans certains pays que dans d'autres, souvent au détriment du gibier. Pour plus de professionnalisme dans la chasse, le permis de chasse national devrait être aboli et un nouveau permis de chasse européen devrait être introduit, avec des critères communs élevés de l'UE et des contrôles réguliers, notamment en ce qui concerne les armes à feu.

INTERDICTION DES TROPHÉES DE CHASSE

Les Pirates sont d'avis que la chasse aux trophées ne devrait pas être un passe-temps pour le plaisir. La chasse est une activité sérieuse, car elle ne concerne pas moins que la vie et la mort d'un être vivant avec des sentiments. Pour cette raison, nous voulons interdire l'importation de trophées de chasse dans l'UE. Les voyages de chasse et les safaris dans d'autres pays ne devraient plus être autorisés en Europe à l'avenir.

CHASSE AU GROS GIBIER

Depuis des années, on entend dire qu'il y aurait une surpopulation de gibier dans les forêts européennes. Cela est dû à divers facteurs, notamment à la disparition des prédateurs naturels (comme les loups), à l'agriculture intensive, à l'expansion humaine dans les forêts et à un climat plus doux en raison du réchauffement climatique. Les méthodes traditionnelles telles que la chasse au gros gibier entraînent le fait que l'homme pénètre davantage dans le territoire des animaux sauvages et provoque la panique chez les animaux de la forêt. Cela met les populations de gibier sous un stress de survie accru, ce qui affecte le cycle de reproduction des animaux. Les Pirates s'opposeront à la chasse en battue au gros gibier au niveau européen et promouvoir des alternatives à cette pratique qui soient plus respectueuses de la protection des animaux.

PRÉVENTION DE L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL

L'élevage industriel entraîne beaucoup de souffrance animale. Les Pirates veulent améliorer l'élevage en Europe pour le bien-être des animaux. Nous voulons donc abandonner l'élevage industriel et les fermes agricoles géantes. Dans le cadre de la protection des animaux, nous envisagerions de créer une directive européenne qui interdit l'élevage en masse d'animaux et récompense financièrement les entreprises agricoles qui privilégient le bien-être animal. Pour les abattoirs, nous voulons plus de contrôles pour garantir qu'aucun animal ne puisse être abattu sans être étourdi.

LIMITATION DES TRANSPORTS D'ANIMAUX

Chaque année, environ 1,5 milliard d'animaux sont transportés en Europe. Pour des raisons économiques, les entreprises de transport cherchent à réduire leurs coûts pour augmenter leurs profits, au détriment des animaux. Les Pirates plaident en faveur de règles plus strictes concernant le transport d'animaux. La distance de transport devrait être limitée de la ferme à l'abattoir le plus proche. Les subventions européennes pour les abattages devraient être supprimées. Nous avons besoin de contrôles efficaces dans tous les pays européens pour garantir le respect des règles de protection des animaux (pauses, temps de repos, temps de transport), que ce soit au Luxembourg, au Portugal, en Grèce ou en Bulgarie. Il ne doit pas être toléré que les animaux soient souvent transportés à travers l'Europe sans nourriture, eau et dans des conditions déplorables.

SURVEILLANCE RENFORCÉE DE L'ÉLEVAGE ET DU COMMERCE DES ANIMAUX

Tous les éleveurs d'animaux, qu'il s'agisse de chiens, de chats, de chevaux ou d'autres animaux autorisés, devraient recevoir un numéro fiscal dans le registre commercial national de l'UE, ainsi qu'un enregistrement auprès de l'inspection vétérinaire nationale. Cela empêchera les animaux destinés à des fins commerciales d'être élevés et vendus en toute impunité. Les commerçants surpris de maltraitance animale devraient être clairement répertoriés sur un site Web européen centralisé.

AUCUN SPECTACLE AVEC LES ANIMAUX

Les Pirates rejettent fondamentalement toute forme de détention, de dressage et de présentation d'animaux à des fins de spectacle. Mis à part la curiosité humaine, il n'y a aucune raison de retirer les animaux de leur habitat et de les soumettre à des présentations stressantes et artificielles. Nous demandons donc une interdiction stricte des expositions d'animaux, des cirques et des delphinariums. Les zoos existants en Europe ne devraient pas fonctionner à but lucratif, mais devraient avoir le bien-être animal comme objectif principal et être réglementés en conséquence.

PROTECTION RENFORCÉE DES ANIMAUX DE COMPAGNIE

Les Pirates demandent un contrôle plus strict pour protéger les animaux de compagnie. Nous voulons un standard européen pour la protection des animaux, en particulier pour les animaux de compagnie. Les propriétaires doivent respecter le bien-être de l'animal et la cruauté envers les animaux doit être punie. Actuellement, il n'existe pas en Europe de plateforme fédéralisée publique où les animaux puissent être enregistrés par puce électronique. Cela signifie que les animaux doivent avoir une puce électronique, mais que cette puce électronique n'est pas nécessairement attribuée à un propriétaire. Les Pirates s'engagent donc à mettre en place une plateforme fédéralisée pour que tous les animaux avec une puce électronique soient clairement attribués à un propriétaire. Cela signifie également que les propriétaires peuvent être tenus responsables de leurs animaux.

ALTERNATIVES AUX ESSAIS SUR LES ANIMAUX

Les Pirates sont contre les expériences sur les animaux et ne veulent pas que les animaux soient exploités à des fins commerciales. Dans la recherche, des méthodes alternatives telles que les cultures cellulaires ou les simulations informatiques doivent être privilégiées et doivent être développées davantage.

PÊCHE DURABLE

Le travail d'information des journalistes et des activistes montre à quel point la pêche industrielle est préjudiciable à notre planète. En haute mer, il n'y a aucun contrôle : la surpêche, la pollution environnementale, la cruauté envers les animaux et l'esclavage font partie du business des grandes entreprises de pêche. Le fait que nous consommons du poisson issu de la pêche industrielle ici en Europe a des conséquences fatales sur notre nature et notre santé. Le poisson est souvent transporté sur des milliers de kilomètres et une grande partie du plastique présents dans les océans provient de la pêche industrielle (filets et cordes). Ce plastique finit ensuite sur notre assiette. Les Pirates veulent que les grandes entreprises de pêche soient tenues responsables de leur poisson. L'UE devrait renforcer ses mesures pour lutter contre la pêche illégale. Le poisson issu de l'aquaculture locale et biologique devrait pouvoir être vendu sans TVA.

BIEN VIVRE ET BIEN ÊTRE DANS L'UE

PASSEPORT EUROPÉEN

Les Pirates se considèrent comme des citoyens européens et souhaitent instaurer une citoyenneté européenne. Nous croyons qu'une citoyenneté européenne véritable est essentielle pour garantir que tout le monde dans l'UE a les mêmes droits et opportunités, indépendamment de leur pays d'origine. C'est également un pas important vers une Europe plus unie, avec une cohésion renforcée, où chacun se sent inclus et est un membre précieux de la communauté. Avec la citoyenneté européenne, nous pouvons offrir à tous les citoyens de l'UE un ensemble de droits communs. Nous pourrions créer un passeport européen permettant à tous les citoyens européens de se sentir membres de l'UE et de faire partie de quelque chose de plus grand que leur propre pays. Il s'agirait d'un passeport supplémentaire qui ne remplacerait pas les documents nationaux existants. En s'appuyant sur l'harmonisation des conditions de voyage pour les citoyens de l'UE et les ressortissants de pays tiers, un passeport européen faciliterait les voyages, par exemple.

DEMENAGER SANS ENNUIS

Les citoyens de l'UE qui décident de quitter leur pays pour s'installer dans un autre pays de l'UE ne devraient plus être une exception. Cependant, chaque fois qu'on prévoit de s'installer dans un autre pays de l'UE, on se heurte à des obstacles inutiles : l'assurance ne peut pas être transférée, les voitures doivent encore passer une inspection technique, les diplômes ne sont pas reconnus ou les pensions doivent être recalculées. Les Pirates soutiennent clairement le principe de libre choix pour les citoyens en Europe. Le Parti Pirate demande donc un plan d'action pour résoudre ces problèmes afin que chacun puisse s'installer rapidement et sans complications dans n'importe quel pays européen.

SANTÉ FORTE DANS L'UE

Les Pirates exigent un accès égal aux soins de santé pour tous les résidents de l'UE, indépendamment des ressources dont dispose un État. Chaque État membre devrait pouvoir continuer à façonner son secteur de la santé comme il l'entend. Cependant, des finances publiques saines et équilibrées ainsi qu'une concurrence équitable sont importantes. Pour cela, les Pirates s'engagent à :

- S'assurer que tout le monde a accès aux services de santé, aux médicaments et à d'autres services, indépendamment du revenu de chaque personne ;
- Offrir un accès gratuit à des soins prénatals et périnatals adéquats à tous les (futurs) femmes enceintes, en tenant compte du bien-être physique et mental des femmes dans toute l'UE ;
- Mettre en place des services de consultation gratuits au niveau européen pour les jeunes familles, afin de renforcer la santé physique et mentale des parents et des enfants ;
- Mettre en place une politique concrète de prévention et de lutte contre la pauvreté, car la pauvreté contribue également à une mauvaise santé ;
- Une carte de santé de l'UE pour le monde entier : les négociations avec les pays tiers sur la validité d'une telle carte européenne doivent être poursuivies de manière cohérente ;

- Poursuivre le projet d'une "Union de la santé" ;
- Accroître la mobilité des infirmiers dans l'UE. Il devrait être assuré que tous les pays ont des normes académiques minimales identiques ;
- Le Parti Pirate demande également une liste noire européenne des praticiens médicaux condamnés pour des traitements erronés, afin d'empêcher ces médecins de simplement travailler dans un autre pays.

UNE MEILLEURE COORDINATION ENTRE LES ASSURANCES MALADIE DE L'UE

Il doit être plus facile de bénéficier d'un service à l'étranger tout en profitant de la couverture de la CNS. Par exemple, au Portugal, de nombreuses personnes qui ont travaillé au Luxembourg et qui résident ensuite au Portugal sont obligées de revenir au Luxembourg pour des traitements, car la CNS ne prend en charge que ceux prescrits par le médecin de famille portugais. Cela entraîne des déplacements inutiles en voiture ou en avion et entraîne également des temps d'attente plus longs chez les médecins ici au pays. Les personnes assurées au Luxembourg devraient pouvoir recevoir leurs traitements dans leur pays d'accueil européen et être remboursées aux tarifs luxembourgeois.

UN TRANSPORT PUBLIC FORT

Chaque Européen doit avoir accès à un transport rapide, fiable et respectueux de l'environnement. Nous nous engageons à l'échelle européenne pour le développement des transports publics et appelons à un investissement clair pour que les transports publics dans tous les pays de l'UE soient au même niveau, que ce soit en bus, en train, en tramway, en monorail, en trains à sustentation magnétique, en téléphériques ou même en bateaux. Les Pirates veulent également offrir plus d'avantages entre les villes européennes (y compris le Luxembourg) à des prix attractifs, afin que plus de gens voyagent en train plutôt qu'en avion pendant leurs vacances.

UN TRANSPORT ACCESSIBLE SANS BARRIÈRES

Un grand nombre de bus, de trains et de gares sont désormais accessibles aux personnes handicapées, mais pas tous. Le transport public doit être accessible à tous et doit donc être conçu pour être 100 % accessible aux personnes handicapées. L'objectif doit être que toutes les personnes puissent se déplacer de manière autonome dans l'UE.

WIFI GRATUIT

La transformation numérique et le progrès ne doivent pas être laissés pour compte. Tout le monde devrait avoir accès à Internet à haut débit à des conditions avantageuses. La qualité de l'accès à Internet devrait correspondre aux normes actuelles et permettre une

participation adaptée à la réalité numérique, sans difficultés, charges ou frais inutiles. Dans les lieux publics en Europe, tout le monde devrait pouvoir naviguer sur Internet gratuitement et sans surveillance grâce à des hotspots gratuits.

UNE CARTE DE CHARGE POUR TOUTE L'EUROPE

Pour promouvoir la mobilité électrique, le système de chargement des voitures doit être aussi simple et confortable que possible pour les utilisateurs. Nous voulons introduire une carte de chargement européenne comme standard uniforme afin que tous les propriétaires de voitures électriques puissent charger leur voiture sur toutes les bornes en Europe. Chaque propriétaire recevrait automatiquement cette carte lors de l'achat de sa voiture. Cette carte devrait être acceptée sur toutes les bornes de l'UE et pourrait être chargée de manière anonyme avec de l'argent ou liée à un compte bancaire ou une carte de crédit. Ainsi, nous évitons que les conducteurs aient besoin de plusieurs cartes pour charger leur voiture en Europe.

ACCESSIBILITÉ DES BORNES DE CHARGE POUR LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

À l'avenir, tous les voitures à usage personnel devraient être électriques, y compris ceux des personnes handicapées. Actuellement, il n'y a cependant aucune obligation de prévoir des bornes dans l'espace public pour assurer l'accès aux bornes pour les personnes handicapées. Il n'existe pas non plus de réglementation européenne à ce sujet. Nous voulons changer cela au niveau européen et établir des bornes accessibles comme norme standard.

RÈGLES EUROPÉENNES POUR LES VIGNETTES

Les différents systèmes de péage dans les différents pays de l'UE devraient être abolis et la possibilité d'un système de vignettes commun pour tout le réseau routier européen devrait être examinée. Une vignette harmonisée de l'UE permettrait aux utilisateurs de la route d'acheter facilement une vignette sur Internet ou dans les stations-service dans toute l'Europe. Les tarifs nationaux pourraient être maintenus dans ce système, mais les péages seraient supprimés. Pour garantir la protection des données des conducteurs, les codes QR utilisés dans de telles vignettes devraient être cryptés et supprimés une fois la vignette expirée.

ANNONCES DE CONSOMMATION HONNÊTE

Les données de consommation de nombreux véhicules sont calculées selon le système WLTP. Ces données sont souvent peu fiables et les consommateurs sont souvent trompés. Pour les voitures électriques, la différence entre les chiffres sur papier et la réalité est souvent particulièrement grande et les producteurs ne sont pas toujours honnêtes quant à la

consommation réelle. Cela est probablement dû au fait que les subventions publiques en dépendent. Les Pirates veulent que ce qui est écrit sur le papier se rapproche davantage des valeurs de consommation réalistes et ne soit pas uniquement basé sur des chiffres théoriques.

Il devrait être établi que la consommation réelle des voitures diffère de celle indiquée par le WLTP, les consommateurs devraient avoir le droit de bénéficier d'une réduction proportionnelle à la différence de consommation, mais aussi au prix de vente.

PROGRAMME EUROPÉEN POUR LA JEUNESSE

Rien ne lie plus l'UE que les amitiés qui se créent entre ses citoyens. Les Pirates soutiennent l'idée d'un Programme européen pour la jeunesse, dans lequel chaque citoyen de l'UE pourrait participer gratuitement pendant au moins 4 semaines à un programme interculturel avec d'autres jeunes de l'UE avant leur 30e anniversaire. Nous mettrions en place et financerions ce programme en collaboration avec différentes organisations de jeunesse européennes. Ce programme devrait se dérouler au moins deux fois par an dans différents endroits de l'UE. Un tel programme permettrait à tous les jeunes Européens de voyager, de briser les préjugés et de promouvoir les échanges interculturels. Nous proposons également d'introduire une carte culturelle européenne pour les enfants et les jeunes, qui leur permettrait d'accéder à des événements culturels dans toute l'UE à tarif réduit, favorisant ainsi leur développement culturel.

PLUS DE COLLABORATION DANS LA GRANDE RÉGION

L'Europe et Schengen sont aimés dans la Grande Région. Chaque jour, des voisins allemands, français et belges viennent travailler ici. De nombreux Luxembourgeois ont trouvé une nouvelle patrie ou passent leur temps libre dans la Grande Région, par exemple à Trèves, Metz, Nancy, Namur ou Bastogne. De nombreux étudiants sont également attirés par les environs de Luxembourg.

Les Pirates s'engagent également au Luxembourg pour une Europe forte, garantissant une haute qualité de vie dans la Grande Région. Nous souhaitons atteindre cet objectif grâce aux propositions suivantes :

- En offrant de nouvelles possibilités à un nombre accru de jours de télétravail pour nos travailleurs frontaliers ;
- En créant un fonds transfrontalier pour des projets communs dans la région frontalière visant à améliorer la qualité de vie des deux côtés de la frontière et en fixant des critères clairs pour une approche territoriale commune ;
- En introduisant une rétrocession fiscale selon le modèle pratiqué depuis 50 ans entre la Suisse et la France ou celui que le Luxembourg pratique actuellement avec le Fonds Reynders en Belgique ;
- En investissant davantage dans la sécurité et en élaborant une stratégie unifiée de lutte contre la criminalité dans toute la région frontalière ;
- En optimisant l'utilisation des infrastructures médicales et du personnel dans toute la Grande Région ;

- En lançant davantage de projets communs pour les habitants de la Grande Région, que ce soit dans le domaine culturel, des infrastructures ou de la construction résidentielle.

Lescht Säit

Verweis op den gemeinsamen europäesche Programm (CEEP2024) → eu.piraten.lu